

## Heureuse réforme d'initiative gouvernementale

### LA TAXE UNIQUE SUR LES CHARBONS

Nous recevons de M. Delattre-Lemaire, président de la Chambre Syndicale des négociants en charbons en gros du Nord de la France :

« La loi de finances votée par la Chambre des Députés, dans la nuit du 23 février au 24 mars, comprend l'art. 112 bis, qui donne enfin satisfaction aux légitimes revendications de tout le commerce charbonnier français. En effet, cet article établit pour les charbons une taxe unique de 1,70 %, et pour les autres une taxe unique de 1,80 % applicable une fois pour toutes à la production et à l'importation. La rédaction de cet article précise que :

« A compter de la date fixée à l'art. 112, il est établi, en remplacement de l'impôt portant actuellement sur les produits désignés au tableau ci-dessous, une taxe unique dont le taux et les conditions d'exigibilité sont déterminés par le présent article. Les conditions du dit tableau ».

Et le tableau indique :

Comme opérations imposées. — Pour les charbons : Importation ou vente par la mine, à l'exception du charbon servant à la consommation de la mine et de la production de charbon destinée à l'exportation et aussi de celui cédé ou vendu pour la fabrication du coke.

Pour les cokés : Importation et vente, et dans le cas d'une cokerie appartenant à une usine métallurgique, par la production cédée par la cokerie à ladite usine ou vendue à d'autres.

Comme personnes redevables de l'impôt. — Pour les charbons : Les importateurs ou producteurs de cokés.

Pour les cokés : Les importateurs ou producteurs de cokés.

Comme taxes. — Pour les charbons : 1,70 % du prix de vente.

Pour les cokés : 1,80 % du prix de vente.

C'est clair, précis, il n'y a pas d'ambiguïté et d'interprétation.

Et, si, malgré la clarté et la précision de ce texte, on doute pouvait encore subsister dans l'esprit de quiconque, la lecture dans le « Journal Officiel » du 14 mars 1925, page 1478, de la question posée et du sujet par M. Angoulvant, député, à M. le Président de la Commission et de la Commission, la lecture dans ce dernier, le fera aussitôt dissiper.

En effet, M. Angoulvant s'est exprimé en ces termes :

« Je voudrais tout d'abord obtenir une précision de M. le Président de la Commission et de la Commission.

« L'art. 112 bis de l'impôt certain, pas une taxe unique d'importation, mais bien une taxe de remplacement.

« Cela résulte d'un communiqué de la Commission des Finances, publié par le Temps du 14 février, et qui se terminait ainsi :

« Bien entendu, les denrées pour lesquelles il y a une taxe à la production font l'objet d'un dégrèvement total, même lorsqu'elles sont l'objet de transactions par l'intermédiaire de commerçants ayant plus de dix employés ».

« Par conséquent, il me semble bien résulter de ce communiqué que les taxes inscrites au tableau annexé à l'art. 112 bis sont substituées à l'art. 39 de la loi du 25 juin 1920 concernant l'impôt sur le chiffre d'affaires et à l'art. 72 de la même loi, concernant la taxe à l'importation. Ceci, d'ailleurs, me paraît également ressortir des observations du rapporteur général, pages 35 à 39 :

« Le Gouvernement et la Commission semblent avoir voulu un dégrèvement horizontal et un dégrèvement vertical, suivant les produits mentionnés depuis l'origine de l'importation jusqu'à la consommation ».

« Et M. le Président de la Commission a stipulé, mais très nettement, répondit : « Oui ».

C'est clair, c'est net ! Aussitôt que la présente loi aura été adoptée par le Sénat, la taxe sur les charbons ne sera plus payée qu'une seule fois : à la production et à l'importation.

La nouvelle loi fera enfin cesser tous les roulements avec le fisc et rétablira, en ce qui concerne l'application de la taxe sur ce produit de première nécessité qu'est le charbon, la justice et l'équité dont on n'aurait jamais dû se départir.

Le Sénat tiendra soigneusement à ratifier une si heureuse réforme et nous nous permettons de compter sur les concours de MM. les Sénateurs du Nord, de l'Alsace, de la Moselle, de la Somme, de l'Aisne, pour la faire adopter définitivement.

Le Président de la Chambre Syndicale : G. DELATTRE-LEMAIRE.

## Le protocole de Genève

### LE CABINET BRITANNIQUE FAIT DES RESERVES

Le cabinet britannique a examiné, hier, le rapport du comité d'enquête sur le protocole de Genève. On n'est pas encore arrivé à une conclusion définitive, quant à l'ensemble du protocole, mais le cabinet aurait décidé que 9 articles sur 12 ne sont pas acceptables et que quelques-uns des sept autres appellent des modifications plus ou moins importantes. Il est vraisemblable que M. Chamberlain donnera à cet égard quelques précisions, au cours du débat de politique étrangère qui aura lieu jeudi, aux communes, sur l'initiative du parti libéral.

D'autre part, l'Agence Reuter a appris de milieux britanniques influents que le cabinet, avant qu'on en arrive à une décision, a décidé comme il avait été annoncé, concernant le pacte de sécurité ou les propositions faites à ce sujet. Dans l'état actuel des choses, cette déclaration n'implique rien de définitif ou de définitif.

FEUILLETON DU 4 MARS 1925. — N° 4



## Rédemption

Par Charles MÉRISSE

### RÉSUMÉ DES FEUILLETONS PRÉCÉDENTS

Anne-Marie d'Armet Brehal, d'une grande famille bretonne, épousa le marquis d'Ouville. De leur union naquit une fille, Hélène. Le marquis mourut peu après et la mère reporta toute son affection sur sa fille.

Celle-ci qui habite avec sa mère, le manoir de Valcourt, dans l'Aisne, s'ennuie et voit sans plaisir le général de Briac lui faire la cour.

Les Briac étaient aussi connus chez eux, dans le beau département du Gers, que les Montastruc et les mousquetaires illustrés par le grand Dumas et son collaborateur Nequet.

En 1897, le général, malade et âgé, restait siéte et droit, avec un visage agréable, des moustaches brunes, longues et fines, un front haut, sans rides, les yeux vifs.

En un mot, il représentait le type du Gascon tel qu'on se le figure au théâtre, où il est représenté d'ailleurs avec une merveilleuse et chronométrique minutie par des comédiens de renom.

## AU SENAT

### M. Clémentel a déposé le projet de budget

Paris, 3. — Dès le début de la séance M. CLÉMENTEL, ministre des finances, a déposé le projet de budget pour l'exercice 1925, c'est-à-dire la loi de finances.

### Les permissions agricoles

Le rapport de la commission sur les permissions agricoles conclut à l'adoption du projet sans modification.

La discussion commence : M. MACHET, exprime l'espoir, qu'également pour la période des vendanges des permissions soient accordées.

La durée de cette permission sera de 15 jours. LE GÉNÉRAL NOLLET se déclare d'accord sur ce point. Il ajoute que l'enquête sérieuse sera faite sur la sincérité des déclarations des jeunes soldats qui se déclarent agriculteurs, pour bénéficier des permissions agricoles.

Les jeunes gens libérables en mai prochain, qui doivent bénéficier de ces permissions seront libérés 15 jours avant, la date normale.

Ceux de l'armée du Rhin ne bénéficieront des permissions que dans la limite des possibilités indiquées par les commandants en chef de cette armée.

Le ministre d'Afrique ne bénéficiera pas de ces permissions.

Les articles du projet sont adoptés.

### La suppression des Conseils de Préfecture

Le Sénat discute ensuite le projet ayant pour objet de supprimer les conseils de préfecture et de créer des conseils départementaux.

M. CATALOGNE, rapporteur, déclare que la commission rejette à la fois le projet et les propositions. Un contre-projet de M. Merlin, propose la dévotion aux tribunaux civils.

M. MARPAUD, ancien ministre, combat ce projet et demande que la question soit renvoyée à la commission qui soumettra un projet de réforme.

La suite de la discussion est renvoyée à une autre séance.

MM. Castellard et Abel Lefebvre sont élus, membres de la commission de répartition des subventions aux communes pour les secours complets et le matériel d'incendie.

La séance est levée à 18 h. 30.

Séance vendredi 6 mars à 15 heures.

## Un courrier postal attaqué par 3 bandits

### IL S'EMPARA DES VALEURS ET BLESSA DEUX GENDARMES

Limoux, 3. — Vers 19 heures, hier soir, l'employé portant le courrier postal de la Poste à la gare de Limoux, a été attaqué par trois bandits qui, après s'être emparés des sacs, ont pris la fuite en automobile.

La gendarmerie de Saint-Hilaire, aussitôt avertie, a établi un barrage à l'entrée de cette bourgade, mais sans résultat.

A quelques kilomètres plus loin, deux gendarmes qui tentaient d'arrêter les bandits, ont été grièvement blessés par des coups de feu. A Fengeux, la gendarmerie n'a pas eu plus de succès. La piste de l'automobile a été perdue à Castelnau-d'Aud.

Jusqu'ici, on n'a pu avoir aucun renseignement sur les occupants, mais les caractéristiques de l'automobile ont pu être relevées. C'est une voiture de forte dimension, possédant des phares puissants. C'est une torpédo de couleur brune ou marron, dont la capote était relevée.

La brigade mobile de Toulouse s'est rendue sur les lieux, afin de coopérer aux recherches.

## L'évêque de Grenoble veut ignorer la vie chère et la crise du logement

Grenoble, 3. — La commune de Sassenage, chef-lieu de canton important aux environs de Grenoble, est privée depuis le 1er mars, de l'exercice du culte.

Le conseil municipal, avait décidé de porter de 153 à 300 francs le prix de location annuel de l'église, mais l'abbé de Sassenage avait eu la pensée d'assurer le complément du prix de location, mais qu'il en fut empêché par un ordre impératif de leur évêque.

## LES NOUVEAUX BILLETS DE 500 ET DE 1.000 FRANCS

Nancy, 3. — C'est un Lorrain, le peintre Emile Friant, membre de l'Institut, professeur à l'Ecole nationale des Beaux-Arts de Paris, qui a été chargé par l'Etat d'exécuter les nouveaux billets de banque de 500 fr. et de 1.000 fr. C'est dans son atelier, au 10, rue de la République, que le maître a conçu et réalisé les tableaux qui illustreront les nouvelles coupures.

## TIRAGE FINANCIER

3 % AMORTISSABLE

Il a été procédé hier, au tirage au sort de 12 séries de la Rente 3 % amortissable, qui devront être remboursées en 1925. Le sort a désigné les séries 33 et 107.

## LA RÉVOLTE KURDE

### L'ANGLETERRE S'EST EMUE DE L'ATTITUDE FRANÇAISE

On connaît la décision prise par le gouvernement français de transporter, par chemin de fer, à travers le territoire syrien, des troupes turques destinées à réprimer l'insurrection kurde qui a éclaté dans le Kurdistan. Cette décision, on le sait, est absolument conforme aux stipulations de l'article 10 de la convention franco-kémaliste, signée à Angora, le 20 octobre 1921.

Comme il fallait s'y attendre, cette décision n'a pas manqué d'attirer l'attention en Angleterre et d'y provoquer des commentaires qui sont rappelés les assurances données à lord Curzon, à la fin de 1921, par le chef d'affaires de France à Londres, M. de Monttillat. Ce dernier avait, en effet, nettement déclaré à l'époque, au chef du Foreign Office, que le gouvernement français ne saurait en aucun cas l'utilisation par les Turcs de la voie ferrée traversant le nord de la Syrie, pour des opérations contre la Grande-Bretagne.

Lord Curzon, ambassadeur d'Angleterre à Paris, a eu avec M. Herriot, une entrevue à ce sujet et a fait part à ce dernier de l'émotion que sa décision avait causé en Angleterre.

M. Herriot a affirmé à lord Curzon que la France entend rester fidèle à ses engagements, aussi bien vis-à-vis de la Turquie que vis-à-vis de l'Angleterre. Elle n'a pas manqué, en conséquence, de solliciter par l'intermédiaire du gouvernement d'Angora que cette autorisation avait des limites et ne visait que les transports militaires strictement nécessaires au rétablissement de l'ordre dans le Kurdistan.

Cette réserve a été formulée à nouveau, samedi soir, dans la plus pressante, dans une seconde note adressée à notre représentant en Turquie, qui a été chargé de la porter à la connaissance des autorités turques. Cette note, comme on le sait, est parvenue à Paris le 27 février, concentrée, par voie de chemin de fer, aux portes de l'Irak, des forces armées susceptibles de constituer une menace pour la sécurité de la région, devant la S. D. N., la question de Mossoul.

### LES COMBATS

Une dépêche d'Angora déclare que grâce aux efforts déployés par la population locale, la ville de Palu a été délivrée des insurgés. Ceux-ci ont subi de lourdes pertes et se retirent en plein désordre.

Fidèles au programme républicain, les chefs des tribus de Dersime se sont engagés à exécuter les ordres du gouvernement.

Les habitants de Nussebine, Sassou, Vanto, Sassou, Plomier, ainsi que les habitants des tribus résidant dans ces localités, ont fait savoir au gouvernement qu'ils se préparaient à marcher contre les insurgés.

## Les adieux de M. Cameau le nouveau Préfet du Var

Pour fêter la nomination de M. Cameau, secrétaire général de la Préfecture du Nord, qui, promu préfet du Var, quitte le Nord, un banquet avait été organisé hier, à l'hôtel Maréchal.

M. Hudelo, préfet, présidait, entouré de M. Cameau, des principaux fonctionnaires du département. Des chefs de service de la Préfecture, des Sous-Préfets, de MM. les docteurs Vallée et Rivart, Monsieur, vétérinaire départemental, Leroy, le nouveau secrétaire général de la Préfecture et Delcort, Receveur municipal.

Au dessert, M. Hudelo félicita M. Cameau de sa nomination, et lui souhaita une administration prospère.

M. Desrousseaux déclama une charmante poésie, écrite à l'intention de M. Cameau. L'après-midi, les chefs de service et le personnel de la Préfecture, se réunirent dans un petit salon de la salle des Fêtes, pour faire leurs adieux à M. Cameau.

Au nom du personnel, M. Desrousseaux prit la parole, et déclara que, venant d'être confié à M. Cameau, dit-il, marque d'une pierre blanche, le cycle de sa carrière.

L'orateur exposa alors le rôle important rempli par M. Cameau en qualité de secrétaire de la direction administrative départementale et communale au ministère de l'Intérieur. Il rappela qu'il fit comme secrétaire général des services de la reconstruction, où il donna un concours incessant à la défense des intérêts de la région, au développement de son activité et à l'amélioration des conditions économiques.

M. Desrousseaux lui remit ensuite un souvenir, au nom du personnel, des vœux d'un vœu d'art, un pastel de Dequenne et une toile de M. Bât tous deux artistes lillois.

M. Hudelo, déclara ensuite qu'il était persuadé d'exprimer les sentiments de tous, en adressant à M. Cameau, les regrets que causent son départ et l'affection que chacun ressentait pour lui.

En lui adressant des vœux de prospérité, M. Hudelo lui donna l'accolade.

Très ému, M. Cameau remercia M. le Préfet, M. Desrousseaux et tout le personnel pour la manifestation de sympathie dont il était l'objet, et aussi pour les cadeaux qui lui avaient été offerts.

## LE TRAITE DE COMMERCE FRANCO-PORTUGAIS

Paris, 3. — Le ministre plénipotentiaire du Portugal à Paris vient de recevoir de son gouvernement des instructions concordantes en ce qui concerne la négociation d'un accord économique avec la France.

La réponse aux dernières propositions faites par le gouvernement français permet en effet de constater que les deux points de vue se sont sensiblement rapprochés dans ces conditions.

Il est probable qu'un arrangement commercial pourra être conclu très prochainement.

## Le tremblement de terre en Amérique

### IL A FAIT QUELQUES VICTIMES

C'est dans le voisinage de la rivière Saguenay, à 150 milles à l'est de Québec, que le tremblement de terre de samedi soir a été le plus violent. Une communication téléphonique reçue de Murray-Bay disait que l'on continuait à lui malin à ressentir de longues secousses. L'église catholique de Bato-Saint-Paul, à l'est de Québec, s'est en partie effondrée et plusieurs personnes ont été blessées. Le bureau des douanes, à Québec et les murs des maisons le long de la rivière ont été lézardés. L'église Saint-Hilaire, à 90 milles à l'est de Québec, sur les bords du Saint-Laurent, s'est effondrée samedi, au premier choc, peu après la sortie des paroissiens. Elle avait été construite il y a deux ans et était le plus beau monument le long du rivage.

On signale à Ottawa un fait curieux : L'édifice du Victoria Museum qui, depuis de longues années s'effondrait graduellement dans le sol et causait de l'inquiétude aux architectes, s'est trouvé, grâce au tremblement de terre, solidement établi sur ses fondations.

On mande de Québec que le tremblement de terre ressentit avant-hier, aurait coûté la vie à sept personnes qui auraient été tuées par la chute de matériaux.

Le séisme a causé plusieurs incendies, dont l'un a détruit en partie le collège de Pocaterra.

## La tempête dans le Midi

### ELLE A CAUSE PARTOUT D'IMPORTANTS DEGATS

Nîmes, 3. — Tandis que la pluie tombait en abondance, un vent des plus violents a soufflé cette nuit dans la région de Nîmes. Des cheminées ont été enlevées et de nombreuses tentes de camp ont été déchirées. Dans la campagne, les arbres fruitiers ont beaucoup souffert. Les trains venant d'Alais ont subi des retards. La neige est tombée entre Lamastrie et Bagnols.

### DEUX TRAINS BLOQUES DANS LE ROUSSILLON

A la neige qui a cessé de tomber en Roussillon, a succédé la pluie, mais la tourmente de neige fait rage en Cerdagne et en Capcir, et elle est aggravée par une tempête de vent. Deux trains sont bloqués entre Thuos-en-Vallée et Estavar. La tourmente sévit dans certains cantons montagneux de Haute-Ariège.

A l'Hospitalet, la neige est si épaisse que les habitants sont bloqués dans leurs maisons et doivent creuser un tunnel sous la neige pour aller ravitailler les animaux dans les écuries et les étables.

Les communications entre l'Ariège et les Pyrénées-Orientales sont coupées.

### RAZ DE MARÉE SUR LA COTE MEDITERRANEE

Marseille, 3. — Une tempête d'une violence extrême a sévi cette nuit sur le littoral, vers une heure du matin.

Un raz-de-marée a causé sur la côte de Toulon, à Port-de-Bouc des dégâts considérables.

De nombreux bateaux de pêche ont été détruits. On ignore encore s'il y a des victimes. Les détails manquent.

## Le désarmement de l'Allemagne

### LA C. D. A. A EXAMINE LE RAPPORT DE LA COMMISSION DE CONTROLE

Paris, 3. — La Conférence des ambassadeurs s'est réunie, mardi matin, au ministère des Affaires étrangères, sous la présidence de M. Jules Cambon. Elle a pris connaissance du rapport de la Commission militaire internationale de contrôle à Berlin ainsi que de l'avis du Comité interallié de Versailles.

La conférence a été unanime pour demander au maréchal Foch et aux experts militaires du Comité interallié de Versailles de préciser certains points de leur rapport en vue d'établir exactement la réalité des faits relevés à la charge de l'Allemagne.

Elle leur a demandé également de faire connaître les suggestions qui leur paraissent de nature à assurer le désarmement de l'Allemagne conformément aux traités.

Le Comité de Versailles fera donc un nouveau rapport qui sera soumis à la prochaine séance de la conférence, la semaine prochaine.

### LA FRANCE ET L'ANGLETERRE EN PLEIN ACCORD

Avant la séance de la conférence des ambassadeurs, le Président du Conseil avait reçu le maréchal Foch, président du Comité de Versailles, puis lord Curzon, ambassadeur de Grande-Bretagne, à Paris, représentant britannique à la conférence des ambassadeurs.

L'entretien de M. Herriot avec lord Curzon avait permis de constater que les Gouvernements de Paris et de Londres étaient d'accord pour demander aux experts militaires de préciser certaines propositions, en même temps que certaines suggestions en vue d'assurer l'exécution stricte par l'Allemagne des clauses militaires du Traité de Versailles.

## ROUBAIX

BUREAUX : 29, Grande Place. Téléphone 9-51  
DEPOT DE VENTE : 75, Grande Rue

## L'œuvre municipale socialiste

Assainir les finances, engager la lutte sans merci contre la tuberculose, s'attaquer au laudis infect et meurtrier, ont constitué l'acte premier et essentiel de la municipalité ouvrière de Roubaix.

Si c'est au pied du mur qu'on voit le maçon, c'est aux résultats tangibles qu'on peut juger une gestion. Celle des élus roubaixiens s'est développée, ils ont magnifiquement résolu le problème d'après-guerre : leur budget est un modèle. Il juge certaines dépenses inutiles et en engage d'autres pour des œuvres indispensables. Le contribuable est moins chargé qu'auparavant. Tout est en harmonie avec les dépenses nécessaires et les moyens d'y faire face, sans dépasser, ni attendre même la capacité contributive de chacun.

Même bonheur dans la préservation de l'enfance contre la tuberculose, et même esprit pratique et sûr dans la solution du problème du logement par la création d'une ville moderne, au nouveau Roubaix, qui sera un modèle pour les autres villes.

Est-ce tout ? Bien des municipalités, au terme de leur mandat, auront fait bien moins que Roubaix pour la défense des journaux de la nuance de ceux qui détiennent nos édiles.

La passion politique est si aveugle, elle est complice de tant de méprisables intérêts, qu'elle ne peut s'élever au niveau de la justice !

Ici, nous ferons œuvre de justice, dans la mesure exactement humaine de ce mot. Et si nous mettons en relief, avec passion, l'admirable gestion de Lebas et de son Conseil, c'est parce qu'elle mérite que des gens sérieux, par sérieux, avec le seul souci du bien.

Ce que nous avons dit de l'administration communale justifierait notre position : elle a fait plus. Protéger l'enfance était indispensable. L'armée pour demain, fut jugé au moins aussi indispensable. Pour que la discipline soit réalisée, il convenait d'élever à la hauteur des intellectuels et professionnels des futurs artisans. Et l'administration socialiste, donnant au problème de l'enseignement technique son sens précis, s'est déchargée de toute fantaisie idéologique, l'adaptant à la réalité, au milieu, l'orientant vers l'avenir, à fait de Turgot, ainsi que le dit dans son rapport l'adjoint aux Finances, Ch. de Brabant, une immense usine.

En 1913, l'Enseignement technique de garçons comportait, en cours, avec 34 sections et 1.500 élèves. En 1924, il comprend 47 sections, avec 74 sections, et quand les travaux de réfection de l'Institut Turgot seront achevés, le nombre des élèves dépassera 3.000.

Même évolution de l'Ecole pratique des jeunes filles qui, en 1913, avait 12 cours et 1.200 élèves, en 1924, actuellement, compte 21 cours avec 1.400 élèves.

L'administration socialiste veut des artisans qualifiés, des ouvriers d'élite, s'élevant en savoir et en dignité. Son œuvre se tient, qui prend l'enfance débile et la protège de la mort, puis, quand elle est devenue vigoureuse, riche de vie matérielle, elle lui donne la possibilité d'atteindre à l'idéal de production, pour se mêler, généreuse, à l'ardente vie créatrice.

## Les succès de l'Institut Turgot à l'exposition Nationale du Travail

### RECEPTION DES LAUREATS

Le Comité de l'Association des Anciens Elèves de l'Institut Turgot a voulu, dans une réunion intime, fêter les succès remportés par l'Institut Turgot à l'Exposition Nationale du Travail.

Le Comité avait convié dimanche matin, 27 mars, au siège de la Turquoise, Café du Centre, MM. Housset, directeur des services de France, et les jeunes Vanelle, Kenive, Doise, et Battail, lauréats apprentis tourneurs, ajusteurs et modeliers. Pour associer davantage l'Ecole à cette manifestation, le personnel enseignant lui-même avait été invité. Le Comité de l'Association au grand complet avait le plaisir de voir réunis les lauréats et tous les professeurs de l'établissement.

M. Hainaut, directeur de l'Institut Turgot et Président d'honneur de l'Association, présidait la réunion.

M. Dubourg, président, après avoir exprimé sa satisfaction à l'égard de tous les professeurs, avait répondu à son appel. Il dit la grande fierté de l'Association lorsqu'elle a appris les brillants succès remportés par l'Institut Turgot à l'Exposition Nationale du Travail.

M. Housset et les jeunes lauréats, M. Dubourg dit combien l'Ecole peut compter sur l'Association pour le Comité en particulier, les anciens élèves toujours avec la plus vive intérêt le développement de l'Institut Turgot.

M. Hainaut remercia l'Association de l'initiative qu'elle a prise, initiative doublement heureuse car elle a permis de réunir tous les professeurs de l'Ecole, elle reprend avec le personnel enseignant un contact plus grand encore. Il est heureux de faire ressortir les rapports cordiaux qui entretiennent avec le Comité, avec son Président, en particulier et ces rapports permettent une liaison étroite qui ne peut que fortifier l'Ecole elle-même.

Un concert improvisé termina cette réunion qui fut charmante et empreinte d'une cordialité digne des Turgotins.

### CYCLISTE RENVERSE PAR UNE AUTO

Vers 3 heures du matin, l'automobile conduite par un homme âgé de 23 ans, demeurant à Herveux (Belgique) et appartenant à M. Duquesne Léon, 37, Grande-Rue, à Herveux, passait Grande Rue, à Roubaix.

C'est bien ! Je réitérai.

En quelques secondes, il avait vu un nouveau monde devant elle, celui de la solitude et de l'abandon, car elle ne pardonnerait jamais au Gascon le vol qu'il avait commis au lui dérobant le cœur de sa fille.

Néanmoins, elle sut dissimuler son chagrin et haine qu'elle concevait pour son imprévoyance. Près de Mlle Vincent, seulement, elle donna libre cours à la colère qui l'agitait.

Pendant quelques jours elle demeura silencieuse, devant, non sans amertume, ce qu'elle considérait comme un affront.

Puis, après quelques semaines, avec sa fille, elle reconnut que le mal était sans remède.

Le cœur de son enfant n'était plus à elle seule mais comme elle aurait dû l'être car-deus-tout, elle lui dit :

— Tu dors vraiment rue de ce mariage sera ton bonheur ?

— Oui, mère chère.

— Et bien, si tu n'es-est-ce que tu veux moi ? Que tu sois heureuse avant tout d'être libre et d'être libre ?

Décue par son propre mariage, elle redoutait d'autres épreuves pour sa bien-aimée.

Néanmoins elle se conduisit, si grande dame et si noble maternelle, envers cette unique enfant, sa seule espérance.

Le mariage fut célébré à la mairie rurale et à la petite église de Valcourt.

M. d'Ouville donna 100.000 francs de rentes à sa fille et fit acheter et restaurer la triste maison de Briac, située à la limite du Gers, non loin des Landes.

Elle acheta à tous prix les terres qui l'environnaient et constitua ainsi un domaine considérable, tel que cette famille

## ROUBAIX

BUREAUX : 29, Grande Place. Téléphone 9-51  
DEPOT DE VENTE : 75, Grande Rue



## Si vous souffrez d'une affection de la peau ne vous érattez jamais Employez immédiatement la Pommade Cadum

à assez vivo allure. Elle a, en face de la maison portant le n° 265, accolée M. Deweyn Joseph, cafetier, rue d'Alger, 41, qui passait à bicyclette.